L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 72. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 13 JUIN 1879. 52me Année

DUFOUR & LEREE, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI, 13 JUIN 1879.

VENDUE A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Sloss & Co., dans leurs salles d'encan, bal tan, meubles et bardeaux.

Par S. Guimard, à son bureau d'encan, coin Passage de la Bourse et Bienville, une jument et une chienne coupe.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

La langue française et la Convention.

Nous avions remarqué diverses propositions présentées à la Convention qui indiquaient, de la part de leurs auteurs, l'intention de maintenir la proscription prononcée par la Constitution de 1868 contre la langue française. Nous avons été heureux de voir que la majorité de la Convention est animée d'un sentiment tout différent à l'égard de la langue qui a été pendant si longtemps la langue officielle de la Louisiane et qui est encore la langue la plus usitée par un bon tiers de la population de l'Etat.

Dans la séance de Convention a adopté l'article 3 du projet d'ordonnance sur l'instruction publique, article qui est ainsi conçu :

Les classes devront se faire en langue anglaise dans les écoles publiques, où les études élémentaires devront avoir lieu, mais ces études pourront également avoir lieu, outre autres frais, en langue française, dans les paroisses ou localités où la langue française domine.

Avant la guerre, le français était enseigné dans les écoles publiques du Second et du Troisième district de la Nouvelle-Orléans, et dans toutes les paroisses créoles, sur le même pied que l'anglais.

L'article permet simplement que les classes aient lieu en langue française dans les localités où cette langue domine, mais à la condition que cela n'entraînera pas plus de frais.

Ce n'est pas le certainement tout ce que désire la population créole louisianaise, mais elle accueillera néanmoins avec une extrême satisfaction ce premier vote de la Convention qui rompt avec l'esprit de proscription du régime radical, qui rendant aux descendants des anciens habitants de la Louisiane le droit de parler la langue de leurs pères et de recevoir en cette langue les éléments de l'instruction. C'est une première victoire que nous enregistrons avec plaisir et nous espérons que la Convention ne s'arrêtera pas là dans la voie du retour à la justice.

Nous pouvons citer l'exemple de l'Angleterre qui après avoir proscrit le français au Canada, a compris qu'il était de bonne politique de revenir à une mesure plus libérale et qui a rétabli l'usage du français dans les tribunaux et les écoles.

Pas plus en Louisiane qu'au Canada, le français n'est une langue étrangère, c'est la langue mère du pays. Elle a d'abord précédé, puis elle a marché de pair avec l'anglais et elle est restée l'une des deux langues officielles de la Louisiane jusqu'au moment de la guerre.

Ce sont les radicaux qui, par haine de l'élément franco-louisianais, ont proscrit la langue française dans leur Constitution de 1868. Cette proscription n'a plus de raison d'être.

Le français a droit, comme langue mère d'un tiers de la population, à être rétabli dans les privilèges dont il jouissait avant la guerre. Un intérêt d'ordre public commande que les lois soient publiées en français afin qu'elles soient portées à la connaissance de la population de langue française; et, dans toutes les paroisses où cette langue domine, les publications judiciaires et légales devraient avoir lieu aussi bien en français qu'en anglais, afin d'assurer par cette double publicité les droits des parties intéressées et ceux des tiers.

Nous ne parlons pas ici dans un intérêt particulier, nous plaidons la cause d'une population qui a hérité de droits et de privilèges qui méritent d'être respectés et que le régime radical a sacrifiés sans souci de la justice des ni conséquences.

Les membres de la convention ont pu se convaincre de l'influence qu'exercent encore dans une partie considérable de l'Etat les organes de la population franco-louisianaise et par suite, de l'importance que cette population attache au maintien d'une langue liée intimement à l'histoire des premiers temps de la Louisiane et à toutes les nobles traditions du passé. Ils seront, nous n'en doutons pas, faire preuve d'un esprit éclairé et libéral et ils traiteront la langue française en amie qu'il faut garder et non en ennemie qu'il faut proscrire.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

Toujours préparée ; on n'a pas à se entre.....

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

Spécialité en fait de plumes d'oies vivantes, en crins, rembourrés pour lits, matelas, fonds à ressort, à très bas prix, à l'usine magasin de meubles de J. B. Hubbard, coin Bienville et Perdido.

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

MM. Brun, de Quatrefages, Topinard et de Mortillet vont partir pour la Russie. Ils vont, on le sait, sur l'invitation du grand-duc Constantin, organiser une anthropologique. Ils iront à Berlin, à Saint-Pétersbourg, assisteront au congrès des Amis de la nature qui doit se tenir à Moscou au commencement du mois d'août, puis assisteront à la séance de l'Académie, et particulièrement par le czar de la Russie et par Virchow.

Ajoutons que M. de, Quatrefages vient d'être élu membre étranger de la Société royale de Londres. C'est une distinction du plus haut prix, car la Société royale ne nomme qu'un très petit nombre de membres étrangers. M. de Quatrefages y remplace Claude Bernard.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

—La ville de Paris vient de faire installer dans chacune des vingt mairies un bureau de passage public muni d'une horloge, d'un cadran indicateur, d'un appareil sonnerie, d'un timbre enfermés dans une boîte ordinaire, etc. ; appareil est relié à un poste de police, et, en cas de danger, il suffit de tourner une clef pour donner l'alarme. Un règlement affiché au public en indique le mode à suivre. Ce règlement, imprimé par la Mairie, est en outre distribué à chaque habitant qui évite toute contestation sur la portée de l'objet.

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

Le Democrat et la pétition.

On sait que le Democrat a changé de propriétaires. Il y a environ six semaines, et qu'après avoir été pendant quelque temps publié d'une façon un quelque sorte clandestine, il a acheté depuis trois jours en tête de ses colonnes le nom du major R. A. Burke, comme éditeur responsable pour les nouveaux propriétaires dont les noms continuent à rester dans l'ombre.

Depuis le changement survenu, il n'est opéré dans la ligne de conduite du Democrat un mouvement de complète qui n'a certes échappé à aucun de ses quelques lecteurs.

Nous n'entendons nullement contester aux nouveaux propriétaires le droit de soutenir des opinions contraires à celles que défendaient leurs prédécesseurs. Charbonnier est maître chez lui. Les nouveaux Democrat boit-il ce que Faneuil adorait; adore-t-il ce que Faneuil brûlait; libre à lui ; c'est l'affaire des lecteurs de juger. Notre intention en parlant du Democrat n'était donc pas d'opposer un major Burke aux opinions du major Heaney; dont il n'est pas responsable, mais nous devons dire quelques mots d'un article qui a paru hier dans ce journal au sujet de la pétition des contribuables.

Le Democrat plaisante, fort spirituellement peut-être, sur la présentation de la pétition à la convention dans une botte en carton, mais il ne parle que de deux membres du comité chargé de la présentation, il a oublié les dix-huit autres. Pour ces information nous reproduisons les vingt noms, libre au Democrat de compléter sa plaisanterie.

Le comité se composait de MM. J. Lavergne, J. Vioson, N. E. Bailey, M. Rouzan, D. P. Scanlan, Léon Queyrouze, P. Coyle, Jos. Bayle, James Keating, Numa Olivier, W. P. Freret, A. Bienvenu, Leon Bernard, J. B. Barthelemy, Y. Godden, B. Nasiré. G. F. Thiesman, P. Guesnon, Dr. Roussel et McLean (d'Alger)

Nous passons sur la tentative de l'auteur de l'article de tourner en ridicule un mouvement aussi sérieux, l'exercice d'un droit aussi sacré que celui de pétition ; nous ne défendrons pas le Dr Tobault, le citoyen le plus dévoué que nous connaissons, il n'en a pas besoin.

Arrivons donc à l'objet réel de l'article ; *in medio rosorum.*

" Nous suggérerons seulement, dit le *Democrat*, que l'on ne néglige pas d'examiner les signatures apposées à cette pétition." Et notre confrère rappelle le précédent historique de la pétition de la reforme sous Guillaume IV en Angleterre, pétition dont les 350,000 signatures furent déclarées fausses et frauduleuses.

Depuis le changement survenu, il n'est opéré dans la ligne de conduite du *Democrat* un mouvement de complète qui n'a certes échappé à aucun de ses quelques lecteurs.

Nous n'entendons nullement contester aux nouveaux propriétaires le droit de soutenir des opinions contraires à celles que défendaient leurs prédécesseurs. Charbonnier est maître chez lui. Le nouveau *Democrat* boit-il ce que Faneuil adorait; adore-t-il ce que Faneuil brûlait ; libre à lui ; c'est l'affaire des lecteurs de juger. Notre intention en parlant du *Democrat* n'était donc pas d'opposer un major Burke aux opinions du major Heaney; dont il n'est pas responsable, mais nous devons dire quelques mots d'un article qui a paru hier dans ce journal au sujet de la pétition des contribuables.

Le *Democrat* plaisante, fort spirituellement peut-être, sur la présentation de la pétition à la convention dans une botte en carton, mais il ne parle que de deux membres du comité chargé de la présentation, il a oublié les dix-huit autres. Pour ces information nous reproduisons les vingt noms, libre au *Democrat* de compléter sa plaisanterie.

Le comité se composait de MM. J. Lavergne, J. Vioson, N. E. Bailey, M. Rouzan, D. P. Scanlan, Léon Queyrouze, P. Coyle, Jos. Bayle, James Keating, Numa Olivier, W. P. Freret, A. Bienvenu, Leon Bernard, J. B. Barthelemy, Y. Godden, B. Nasiré. G. F. Thiesman, P. Guesnon, Dr. Roussel et McLean (d'Alger)

Nous passons sur la tentative de l'auteur de l'article de tourner en ridicule un mouvement aussi sérieux, l'exercice d'un droit aussi sacré que celui de pétition ; nous ne défendrons pas le Dr Tobault, le citoyen le plus dévoué que nous connaissons, il n'en a pas besoin.

Arrivons donc à l'objet réel de l'article ; *in eruddi rosorum.*

" Nous suggérerons seulement, dit le *Democrat*, que l'on ne néglige pas d'examiner les signatures apposées à cette pétition." Et notre confrère rappelle le précédent historique de la pétition de la reforme sous Guillaume IV en Angleterre, pétition dont les 350,000 signatures furent déclarées fausses et frauduleuses. Le *Democrat* ajoute :

" La Convention doit se rappeler qu'elle a un devoir solennel et grave à remplir, et qu'elle doit prendre toutes les précautions pour éviter qu'on ne lui en impose par une semblable déception."

L'auteur de l'article a cru être méchant, il n'a été que maladroit. Rien, en effet, ne semblait être plus agréable aux organisateurs du mouvement que de voir le conseil du *Democrat* suivi et les signatures apposées au bas des pétitions examinées une par une par les membres de la Convention. Chacun des 6492 noms, à fort peu d'exceptions près, étant suivi d'une adresse, rien n'est plus facile que de vérifier l'identité du signataire. Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur ces listes pour se convaincre que les signatures sont bien authentiques.

L'auteur de l'article aurait pu lui-même demander à examiner les listes ; s'il l'eût fait, nous sommes convaincu qu'il se serait épargné la peine de tourner en dérision un mouvement qui a été remarquable par la spontanéité avec laquelle y a pris part la population de notre ville.

Le texte de la pétition a été publié samedi dans l'*Abeille* et la simple mention qu'on pouvait se procurer des listes dans nos bureaux a amené de tous les points de la ville des confrères de citoyens, les uns venant pour signer, les autres pour prendre charge des listes.

On ne fraude que pour de l'argent, et il n'y en avait pas dans le mouvement. L'impression de la pétition a coûté $7.50 ; cette somme a été payée par deux ou trois citoyens. Quant au mouvement pour recueillir des signatures, c'est le peuple lui-même qui en a fait les frais en signant et en faisant signer les listes. Le mouvement n'est pas arrêté ; la Convention reçoit d'autres listes et nous demandons comme le *Democrat* que les signatures soient examinées attentivement ; elles n'en auront que plus de poids.

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

Si quelque je cesse d'aimer.....Quel?.....les abeilles.

—La "Révolution française" s'occupe d'une catégorie de personnes qui ne sont pas comprises dans la loi d'amnistie.

Dans notre numéro de mardi 20 mai, nous avions appelé l'attention du gouvernement sur les soldats qui, lors de la Commune, avaient passé à l'insurrection ou avaient refusé de se battre contre les gardes nationales parisiennes et avaient passé à l'étranger, ne voulant pas prendre part à la guerre civile.

Voici à ce sujet une pétition ou plutôt une "question" à M. le président de la République, qui se signe en ce moment.

"Monsieur le président de la République française,

"Les soussignés, ne sachant à qui s'adresser pour avoir une solution, vous prient de leur faire savoir, par la voie du "Journal officiel," si les soldats qui, pour ne pas tirer sur leurs compatriotes, ont quitté leur drapeau le 18 mars 1871, à la fin de la Commune, sont compris dans l'article 3 de l'amnistie.

" Il pourrait y avoir doute à cet égard, puisque leur cas est disciplinaire et non politique, et qu'ils n'ont pas subi de condamnation.

" Ces membreux jeunes gens sont en exil depuis neuf ans, ignorant s'ils peuvent ou non rentrer en France ; nous espérons donc, monsieur le président, que vous voudrez bien prendre notre demande en considération.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de notre respectueux dévouement à la République et à vous.

Edmond Fontenil ; Am. Ve Denis Fontenil ; Eugénie Pierre ; V. Tinel ; Yves Mailler ; Emile Chauvel ; D. Longeville ; L. Dellet ; Verne ; Boulanger, etc.

Pourquoi pas leur voter des couvertures civiques?

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

—A quoi qui ressemblerait à quelque-unes de ces Eglises dont les clochers étaient de la lune, nous disait-on, ce matin, un de nos amis, en nous montrant un journal anglais, pour.....Chine (Indiana).

Le colonel Thomas Hinton n'est pas un journaliste, car il n'est en 1830 qu'il fut nommé rédacteur en chef du membre du Parlement. Après vingt ans d'absence, il vient d'être réélu.

Le général a eu dix-huit duels. Il fut blessé dans dix-huit de ces duels qu'il eut en Espagne, aux adversaires divers, qui, dans les deux cas, semblent avoir été également dangereux sans résultat, et l'homme demeure entier.

On assure qu'il est un véritable roman, que la réalité de l'existence de ce vénérable colonel, qui fut pour à tour membre du Parlement anglais, commandant en chef de l'armée péruvienne, grand seigneur et en Chili, pour redevenir Espagnol.

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

L'ALLEMAGNE, LA FRANCE ET L'EGYPTE—L'intervention inattendue de l'Allemagne dans les affaires de l'Egypte, qu'elle peut-être pas désagréable au changement de politique dans l'Khédive vis à vis de l'Angleterre vis-à-vis de Khédive.

A ce propos, il convient de mettre sous les yeux de nos lecteurs une correspondance adressée de Berlin au Times :

"Il est clair, dit cette correspondance, que le prince de Bismarck a modifié son attitude vis-à-vis de la France, espérant gagner par une apparence de confiance ce qu'il manqué d'efficacité d'obtenir par des menaces et des actes de défiance ; il doit que les événements au-delà du Rhin aient servis lui avec la plus grande attention, en sent qu'il ne saurait y avoir de motifs sérieux de crainte, tant que les destinées de la République seront dans les mains d'hommes animés de l'esprit de M. Waddington.

"L'Allemagne a intérêt à se concilier le bon vouloir de la France, autant pour son propre avantage que pour empêcher une alliance possible entre la République française et la Russie, et diverses indices semblent prouver que ce plan peut paraît être adopté par le prince de Bismarck. Dans l'état d'entre chose, la prétendue de la République dans la question des Balkans ne saurait être considérée comme dictée indirectement par la Russie : cette sympathie pour la France se manifestant d'autant plus spontanément que l'on désirerait peut-être lui fournir une compensation du mécompte occasionné par la faible concours fourni par l'Angleterre, dans les efforts tentés par le gouvernement français pour procurer à la Grèce un remaniement de frontières, d'accord avec les recommandations du Congrès de Berlin."

Il nous paraît difficile de regarder comme favorable à la France l'attitude prise par l'Allemagne vis-à-vis de l'Egypte.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

BISMARK ET LA DOCTRINE MONROE.—On lit dans le *Sun* :

Le correspondant à Berlin d'un journal de Londres croit être sûr que Bismark prend l'intention d'acquérir un point d'intervention européenne en Amérique contre la Bolivie, le Pérou et le Chili, attendant qu'il apparaisse de la déclaration à la *Pall Mall Gazette*. Bismark n'a pas, quant à présent, l'intention de compromettre les Etats-Unis dans l'invitation.

On se demande alors que le gouvernement républicain de la France qui, depuis 1870, a été si complaisant dans l'affaire du Mexique, qui a encouragé la destruction de propriétés et de particuliers français et du commerce, est une grande folie de la part des pays qui y sont engagés et cause de grands préjudices à tous les autres pays ayant des intérêts commerciaux dans cette partie du monde. Mais une intervention européenne combinée dans les affaires d'Etats américains serait chose fort sérieuse aussi.

Cherchons la doctrine Monroe, et quand nous l'aurons trouvée, prenons-en note.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

—Les Hollandais ont établi des lignes télégraphiques dans leurs possessions de Java et de Sumatra. Un rapport officiel qui vient d'être publié constate que l'exécution et le fonctionnement de ces lignes présentent d'assez grandes difficultés par suite des dégâts dus à des animaux sauvages, principalement aux éléphans. A Sumatra pendant les trois dernières années on n'a pas compté moins de soixante interruptions sérieuses.

Le 20 mai 1876, la ligne télégraphique de Masra-Dura-Lahat a été complètement abattue sur une longueur de trois pasis ; toutes les réparations exécutées pendant le jour étaient régulièrement détruites la nuit ; cet état de choses ne prit fin que deux jours après que le service a pu recommencer.

Outre l'hostilités systématiques des éléphans, les tigres, les ours et les buffles sont un danger permanent pour les hommes chargés d'inspecter la télégraphe dans la jungle. Les singes aiment et jouent aussi volontiers avec les poteaux et les fils télégraphiques comme étant destinés spécialement à leurs exercices gymnastiques, ils ne cessent pas de les briser souvent et emportent les isolateurs dans les bois.

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

KELLER—Décédé, le 12 juin 1879, à 4 A. M. Mme Vve J. B. KELLER, âgée de 62 ans, native de la paroisse St. Jean-Baptiste, résidant à la Nouvelle-Orléans depuis 45 ans. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à l'enterrement aujourd'hui, à 10 heures du matin de chez son gendre, A. Fiéry, rue Jersey, entre l'Avenue Napoléon et Berlin, Gare District.

Décédée hier, à 9 heures du soir, MARGUERITE MASSOT, âgée de 11 mois, fille de W. J. Massot et de Angélique Archinard. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 4 heures de soir, de la résidence des parents rue St-Philippe 156, et le corps est exposé.

Décédée hier soir, à 10 heures et demie, à l'âge de 7 mois et 13 jours, CECILE LEHOUCQ, fille de Athanase Lehoucq et d'Alice Bailly. Les familles Lehoucq et Cornélé sont priées d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 5 heures du soir. Le corps est exposé à la résidence des parents, 100 rue Bienville.

Société Guillaume Pfiffenberg—Décédé, ce matin, à 10 heures et demie, à l'âge de 7 mois et 13 jours, CECILE LEHOUCQ, fille de Athanase Lehoucq et d'Alice Bailly. Les familles Lehoucq et Cornélé sont priées d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 5 heures du soir. Le corps est exposé à la résidence des parents, 100 rue Bienville.

Le Président,
G. BAUMER.

Secrétaire.

DEATH OF ROYAL.

Bureau des Médecins à Cercles de GROVER & BAKER.

L'agence des machines à coudre de Grover & Baker ayant été transportée au No. 102, rue du Canal, où y trouvera tous les accessoires se portent facilement ainsi que les aiguilles. Il y aura aussi, en tout temps, un magasin, un atelier complet des dites machines à coudre. Les ordres pour réparations, retouches et mise en état seront promptement exécutés.

GROVER & BAKER S. M. CO.

S'adresser à M. A. PECK, agent-général dans le Sud. 102 rue du Canal, à côté de B. H. Haines.) Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Demandez les listes de prix et les circulaires imprimés.—1m. FF

Demande d'employé.

Un jeune homme parlant l'anglais et le français trouvera un emploi permanent dans une agence de commerce. Bonne paye. S'adresser au bureau de l'Abeille.

On demande à acheter

Un petit cabriolet, pour l'usage d'une famille, à la campagne, un CHEVAL de moyenne grandeur, doux et sûr pour dames. S'adresser à Paul Gelpi fils, No. 6, rue Bienville, ou à la campagne, à Gentilly, à 10 milles.

PAUL GELPI & BRO.

Succession de
Mme Hortense.....

Commissaire-Priseur de la Succession HELLMUTH BECHER, de Prague ;

800 balles Mexicani, Vermicelli et Pâte assortie.

500 balles Mexicani et Vermicelli en paquets de 1 livre.

500 demi et quarts de balles Mexicani et Vermicelli.

100 balles Savon de Castille Italien, tablettes, 1re qualité.

200 balles Vermicelli Italien à Co. Trade.

500 paniers Huile d'Olive en quarts et demi-bouteilles, G. L. Reydellet & Co.

10 juin—5 f

Le Dr A. CAPDEVIELLE

A OUVERT un bureau de consultations au No. 68, rue de Chartres, quelques Chartres.

Bureau de consultation, Jeudi, Jeudi de 1 à 3 heures.

Résidence, No. 114 rue Bienville.

15 fév—ly

AVIS.

Un opportunité choisi de NOUVEAUTÉS en Fleurs français, comprenant :

Costumes en percale français,
Peignoirs en percale français,
Fichus en soie,
Pékin satiné,
Beiges tout laine,
Nouveautés en Grenadine noire.

Invitée aux clients et le public à visiter [illegible]

AVIS.

LE GRAND TIRAGE

—DE LA—

LOTERIE

—DE—

L'ETAT DE LA LOUISIANE,

AURA LIEU

MARDI, 17 JUIN,

A 11 heures du matin.

Le TIRAGE aura lieu au-dessus du bureau de la Compagnie sous le contrôle et la direction des Généraux J. A. EARLY et G. T. BEAUREGARD

GROS LOT

$100,000

Nombre total de lots gagnés

11,279

Billets Entier - - $10.

Des parties de billets en proportion.

Demis, Cinquièmes et Dixièmes.

8 juin—7f—FF

J. LEVOIS

126, RUE DU CANAL 126,

Vient par le vaisseau Touraine et invite en vente

LUNDI, 14 AVRIL,

Un opportunité choisi de NOUVEAUTÉS en Fleurs français, comprenant :

Costumes en percale français,
Peignoirs en percale français,
Fichus en soie,
Pékin satiné,
Beiges tout laine,
Nouveautés en Grenadine noire.

Invitée aux clients et le public à visiter [illegible]

CONSULAT DE FRANCE

—A—

LA NOUVELLE-ORLÉANS

BUREAUX, 92 RUE ROYALE.

Ouverts de 10 h. du matin à 3 h. P. M.

Les personnes dont les noms suivent sont invitées à se présenter aux bureaux du consulat. En cas de décès ou d'absence, leurs amis en connaissances sont priés d'en donner avis.

Alain (Pierre)	Jouin (Baptiste)
Alain (Mme)	Jouin (Alexandre)
Alain (Mlle)	Jouin (Adèle)
Alain (les enfants)	Jouin (Joseph)
Alain (Jean)	Jouin (Mme)
Alain (Jean)	Jouin (Joseph, Jeune)
Alain (Jean)	Jouin (Mme)
Alain (Jean)	Jouin (Joseph